

DECRET N° 47-2254 du 18 Novembre 1947 réglementant la chasse dans les territoires africains relevant du ministère de la France d'Outre-Mer modifié par le décret N° 54-1290 du 24 Décembre 1954.

(Les modifications et les additifs sont incorporés (soulignés) dans le texte primitif).

.....  
- CHAPITRE Ier -

Exercice du droit de chasse.

Article 1er.- En Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun, au Togo, à Madagascar, à la Côte Française des Somalis et aux Comores, nul ne peut, en dehors des exceptions prévues, au chapitre IV, article 16, et au chapitre VI, articles 27 et 28, se livrer à aucun genre de chasse sans être détenteur d'un permis.

Article 2.- Nomenclature - Il est créé à cet effet trois genres de permis :

- 1°/- Le permis scientifique de chasse et de capture;
- 2°/- Les permis sportifs de chasse;
- 3°/- Les permis de capture commerciale.

Article 3.- Dispositions communes à tous les permis - Ces permis sont essentiellement personnels. Ils ne peuvent être ni cédés ni vendus. Ils sont valables pour un an à compter du jour de leur délivrance, sauf le permis spécial de voyageur qui n'est valable qu'un mois.

Il ne peut être délivré à la même personne qu'un seul permis sportif dans la même année pour la même zone de territoire. Cependant, il peut être délivré pendant la validité d'un permis un permis d'une catégorie supérieure moyennant le versement de la différence de prix entre les deux permis. Le total des latitudes d'abatage ainsi accordé ne pourra jamais dépasser le total de celles prévues par le permis de la catégorie la plus élevée.

Ces permis, doivent contenir tous les renseignements permettant de vérifier l'identité des détenteurs (état civil, signalement, photographie) et doivent être présentés à toutes réquisitions des agents de l'autorité.

En cas de perte du permis une déclaration doit être faite par l'intéressé. Un duplicata pourra être délivré moyennant le versement d'une taxe spéciale.

Les permis de chasse ne pourront être accordés qu'à des personnes possédant des armes régulièrement déclarées.

Leur délivrance peut être refusée par l'autorité administrative.

Des permis de chasse pourront également être accordés, sous sa responsabilité personnelle, au conjoint et aux enfants, ou aux enfants confiés à sa garde. Après de dix-huit ans au moins, de toute

personne, régulièrement autorisée à détenir des armes. Le détenteur devra souscrire, à cet effet, une demande appuyée des justifications nécessaires faisant ressortir la nature des liens qui l'unissent aux personnes en faveur desquelles la demande est formulée.

Si la nécessité s'en fait sentir, le gouverneur général ou le chef de territoire pourra limiter par arrêté le nombre des permis sportifs susceptibles d'être accordés par subdivision administrative.

Article 4.- Redevances - Le redevances perçues à l'occasion de la délivrance des permis, des duplicatas, des taxes d'abatage, sont établies conformément aux dispositions régissant les taxes locales, d'après l'article 74 du décret de 1912 sur le régime financier des colonies et aux dispositions du décret du 25 Octobre 1946 fixant le rôle financier des assemblées locales.

## - CHAPITRE II -

### Différentes catégories de permis

Article 5.- Permis scientifiques de chasse et de capture - Ils sont accordés par le ministre de la France d'Outre-Mer sur avis du conseil supérieur de la chasse. Cependant, chaque fois qu'il s'agira de capture ou de chasse d'animaux intégralement protégés, l'avis du Muséum national d'histoire naturelle agissant par délégation du conseil supérieur de la protection de la nature sera obligatoirement demandé.

La demande de permis doit indiquer le nom et la qualité du bénéficiaire et du titulaire, les motifs invoqués, le nombre d'animaux de chaque espèce dont la capture ou l'abatage est demandé.

Le permis précise exactement les droits conférés à son détenteur et le périmètre dans lequel ils peuvent s'exercer. Celui-ci doit s'en tenir strictement à cette autorisation et ne peut se livrer à aucune autre chasse sans être muni d'un permis sportif.

Le permis scientifique donne lieu, en principe, à la perception de droits qui seront fixés conformément aux lois et règlements en vigueur.

La gratuité ne sera accordée qu'au bénéfice du Muséum national d'histoire naturelle.

Article 6.- Permis sportifs - Il existe quatre sortes de permis sportifs :

- 1°/- Le permis de petite chasse;
- 2°/- Les permis de moyenne chasse;
- 3°/- Les permis spéciaux de passagers;
- 4°/- Les permis de grande chasse.

Article 7.- Le permis de petite chasse est délivré par les chefs de Subdivisions Administratives et est valable pour un an à partir du jour de sa délivrance.

Il donne le droit de chasser sur toute l'étendue du groupe des territoires où il est délivré en dehors des parcs, des réserves et des propriétés closes ou d'accès interdit signalés de façon apparente par les propriétaires ou les usagers ordinaires.

Moyennant la perception d'un droit fixe déterminé selon les dispositions prévues à l'article 4, il donne le droit de chasser les animaux non protégés. Toutefois, il ne peut être abattu le même jour par le titulaire d'un tel permis plus de deux suidés antilopes ou gazelles de même espèce, et dans la même semaine, un total de plus de dix animaux de toutes ces catégories.

Article 8.- Les permis de moyenne chasse sont délivrés par les Chefs des territoires qui peuvent déléguer leurs pouvoirs aux Chefs de certaines Subdivisions Administratives, au chef du service des Eaux, Forêts et Chasses et à certains chefs d'inspection forestière ou des chasses.

Ils existent sous deux catégories :

Catégorie A, réservés aux résidents et valables pour un an.

Catégorie B, réservés aux non résidents et valable pour un an.

Les prix des permis des catégories A et B, ainsi que les latitudes d'abatage, pourront être différenciés dans les arrêts d'application.

Ils donnent le droit de chasser sur toute l'étendue du groupe de territoires où ils ont été délivrés en dehors des parcs, réserves et propriétés privées spécifiées à l'article 7.

Contre paiement de droits fixes déterminés selon les dispositions prévues à l'article 4, ils confèrent tout d'abord les mêmes droits sous les mêmes réserves que le permis de petite chasse en ce qui concerne les animaux non protégés. Ils donnent de plus le droit de tuer un certain nombre d'animaux protégés. Variable suivant les territoires et fixé par des arrêts d'application en conformité avec les dispositions de l'annexe IV du présent décret.

Article 9.- Les permis de grande chasse sont délivrés par les chefs de territoires qui peuvent déléguer leur pouvoirs aux chefs de certaines subdivisions administratives, au chef du service des eaux forêts et chasses et à certains chefs d'inspection forestière et des chasses.

Ils existent sous deux catégories :

Catégorie A, réservés aux résidents et valables pour un an.

Catégorie B, réservés au non résidents et valables pour un an.

Les prix des permis des catégories A et B, ainsi que les latitudes d'abatage pourront être différenciés dans les arrêts d'application.

Ils donnent le droit de chasser sur toute l'étendue du groupe de territoires où ils ont été délivrés en dehors des parcs, réserves et propriétés privées spécifiées à l'article 7.

Contre paiement de droits fixes déterminés selon des dispositions prévues à l'article 4, ils confèrent tout d'abord les mêmes droits sous les mêmes réserves que le permis de petite chasse en ce qui concerne les animaux non protégés. Ils donnent, de plus le droit

d'abattre un certain nombre d'animaux protégés, variable suivant les territoires et fixé par les arrêtés d'application en conformité avec les dispositions de l'annexe IV du présent décret.

Toutefois, l'autorisation d'abattre des éléphants et une girafe sera complémentaire au permis et entraînera la perception de taxes d'abatage progressives pour chaque animal tué. Le nombre d'éléphants dont l'abatage peut être accordé ne pourra, en aucun cas, dépasser quatre pendant la durée de validité du permis. Le montant des taxes d'abatage sera fixé chaque année.

Article 10.- Le permis spécial de passager est délivré par les chefs de territoires qui peuvent déléguer leurs pouvoirs aux chefs de certaines subdivisions administratives, au chef du service de eaux, forêts et chasses et à certains chefs d'inspection forestière ou des chasses. Il est valable pour un mois.

Contre paiement de droits fixes déterminés selon les dispositions prévues à l'article 4, il confère le droit à l'abatage d'un certain nombre d'animaux protégés, variable suivant les territoires et fixé par les arrêtés d'application en conformité avec les dispositions de l'annexe IV du présent décret.

Le permis spécial de passager ne peut être accordé à des titulaires de permis de moyenne ou de grande chasse, mais il peut se cumuler avec un permis de petite chasse.

Article 11.- Permis complémentaire - A titre exceptionnel, sur proposition et sous le contrôle du service des eaux, forêts et chasses, dans les régions où le ravitaillement en viande n'existe pas, il pourra être délivré des permis complémentaires aux titulaires de permis sportifs. Ceux-ci pourront faire chasser un employé en leur lieu et place et sous leur entière responsabilité, uniquement avec les armes à canons lisses qu'ils détiennent régulièrement.

La validité du permis complémentaire cesse en même temps que celle du permis principal.

Le permis complémentaire ne donne le droit d'abattre que les animaux non protégés et donne lieu à la perception des mêmes droits que le permis de petite chasse.

La vente, la cession ou l'échange de la viande obtenue par ce procédé sont absolument interdites.

Article 12 nouveau.- Permis de capture commerciale, capture, détention, cession, exportation des animaux sauvages vivants :

Nul ne peut capturer des animaux sauvages vivants, les détenir ou en faire le commerce, sans être titulaire d'un permis de capture commerciale, valable un an à compter de la date de sa délivrance. Ce permis devra être accompagné d'une patente spéciale valable pendant la même période et ouvrant droit aux opérations ci-dessus, pour une catégorie d'animaux déterminés.

Toutefois, des tolérances portant sur un petit nombre d'animaux non destinés à faire l'objet d'opérations commerciales, pourront être accordées par des arrêtés du gouverneur général dans des cas limitativement désignés concernant normalement des animaux non protégés et, exceptionnellement, des animaux partiellement protégés, obtenus dans des conditions régulières, par des titulaires de permis de moyenne ou de grande chasse.

Les personnes non patentées pour la capture des animaux sauvages, qui se trouveront ainsi en possession d'animaux régulièrement détenus en captivité, pourront les exporter avec autorisation du service des eaux, forêts et chasses et après avoir souscrit un engagement de ne les vendre ni les céder à quiconque sinon d'en faire le don au Musée national d'histoire naturelle ou à un jardin zoologique d'intérêt public.

La détention d'animaux sauvages en captivité et leur exportation dans les conditions de l'alinéa ci-dessus pourront être subordonnées au versement de droits qui seront fixés dans les conditions réglementaires. Toutefois, ces dispositions ne concernent pas les petits oiseaux non protégés dits d'ornement dont la détention et l'exportation non commerciales sont permises sans formalités particulières.

Les permis de capture commerciale d'animaux vivants sont accordés par les chefs de territoires dans les conditions suivantes : le bénéficiaire doit être une personne ou une société présentant, du point de vue technique, toutes les garanties jugées nécessaires et suffisantes par l'administration, préalablement agréée par le gouverneur général après avis du service des eaux, forêts et chasses et ayant acquitté la patente spéciale.

Sur demande motivée des agents de capture, le chef de territoire pourra accorder l'autorisation pour certaines opérations d'utiliser des filets ou des pièges ou des moyens de chasse normalement interdits. Mention de cette autorisation sera portée sur le titre du permis de capture commerciale.

En plus de la patente annuelle de capture commerciale correspondant à la catégorie des animaux visés, le bénéficiaire pourra être astreint à acquitter pour chaque animal protégé un droit complémentaire de capture fixé dans les conditions prévues à l'article 4 du décret n° 47-2254, sans préjudice du paiement des droits et taxes liquidés à la sortie par le service des douanes.

En ce qui concerne les animaux intégralement protégés les permis de capture commerciale ne pourront être accordés qu'à des titulaires de permis scientifiques de capture délivrés dans les conditions prévues à l'article 5 du décret n° 47-2254 et dans les limites portées à ces permis.

Les titulaires de permis de capture commerciale d'animaux intégralement ou partiellement protégés sont obligés de tenir un carnet de capture qui sera présenté, de même que le permis, à toute réquisition des agents de l'autorité et dans lequel seront enregistrés au jour le jour les animaux protégés qu'ils auront capturés ou acquis de toute autre manière, dans les limites autorisées par leur permis.

Mention sera portée sur ce carnet de l'espèce de l'animal capturé, de son sexe, des caractéristiques permettant son identification, des circonstances de la capture, notamment date et localité, de la délivrance du certificat d'origine prévue à l'article 32, du versement du droit complémentaire de capture prévu ci-dessus, puis, en cas d'exportation, de la date et du point de sortie, du visa sanitaire, s'il y a lieu, du visa de l'autorité désignée localement par le chef de territoire pour le contrôle de l'exportation des animaux protégés et du visa de la douane constatant la sortie.

En cas de vente sur place ou de don d'un animal protégé à un établissement scientifique local, la cession ou le don seront mentionnés sur le carnet de capture au lieu et place de l'exportation.

Le titulaire du permis de capture commerciale sera autorisé à détenir jusqu'à leur vente ou leur exportation les animaux régulièrement acquis durant la validité du permis et dûment inscrits au carnet de capture s'il s'agit d'animaux protégés.

Le permis de capture ne donne aucun des droits équivalents à un permis de chasse et ne peut donner lieu à l'utilisation d'armes à feu.

(LES ARTICLES 14 à 17 SONT RATTACHÉS A CE CHAPITRE).

### - CHAPITRE III -

#### Guides de chasse

Article 15.- Est réputé guide de chasse quiconque organise à titre onéreux pour le compte d'autrui des expéditions de chasse. Ces expéditions doivent s'opérer en conformité avec les dispositions du présent décret.

La profession de guide de chasse nécessite, pour être exercée, la délivrance d'une licence spéciale annuelle accordée par le chef de territoire et dont le tarif sera fixé selon les dispositions prévues à l'article 4.

Cette licence ne peut être délivrée qu'à des chasseurs d'une honnêteté et d'une compétence reconnues. Les titres des candidats seront étudiés par une commission désignée par arrêté local et dont le chef du Service des eaux, forêts et chasses du territoire, le directeur des affaires économiques et les directeurs des affaires politiques feront partie de droit.

La licence peut être refusée dans les mêmes conditions que les permis. Elle pourra être retirée à tout moment à son titulaire s'il est prouvé qu'il a chassé ou fait chasser ses clients en contravention avec les règlements, sans préjudice des pénalités prévues au chapitre IX suivant la nature du délit commis par lui ou par ses clients ou s'il se rend coupable d'un délit de droit commun. Elle sera obligatoirement retirée dans le cas de récidive.

Les guides de chasse seront responsables des expéditions organisées par eux.

En cas d'accident survenu à un de ses clients, le guide de chasse devra aviser immédiatement l'autorité administrative la plus proche, qui procédera à une enquête immédiate, et faire un compte rendu détaillé au chef du service des eaux, forêts et chasses du territoire qui jugera des suites à donner à la déclaration du guide.

Tout animal protégé abattu en surplus des latitudes accordées par l'ensemble des permis d'une expédition dirigée par un guide de chasse devra faire l'objet de la part de celui-ci d'un compte rendu immédiat et détaillé à l'autorité administrative la plus proche, qui jugera s'il y a lieu d'arrêter l'expédition ou pas.

Quiconque sans avoir obtenu de licence aura fait, même une seule fois, acte de guide de chasse, sera considéré comme ayant enfreint les dispositions du présent décret.

Le fait de fournir les renseignements ou de guider des expéditions de chasse mais à titre entièrement gratuit n'est pas considéré comme acte professionnel et n'est pas visé par les dispositions précédentes, sauf en ce qui concerne les responsabilités susceptibles d'être encourues pour délit délictueux en complicité donnée à un délit délictueux de chasse.

(LES ARTICLES 14 à 17 SONT RATTACHÉS AU CHAPITRE II)

Article 14.- Photographie des grands animaux gibiers -L'autorisation de photographier ou de cinématographier des animaux dangereux intégralement protégés ne pourra être accordée qu'à des porteurs de permis scientifiques spéciaux délivrés par le ministre de la France d'Outre-Mer. Le cas de légitime défense ne pourra être retenu en faveur du photographe de l'opérateur de cinéma ou de leurs assistants qui auront abattu des animaux intégralement protégés. Toutefois, la légitime défense pourra être retenue en faveur des porteurs de permis scientifiques spéciaux délivrés par le ministre de la France d'Outre-Mer, quand ces permis comporteront autorisation de photographier ou de cinématographier des animaux intégralement protégés.

Article 15.- Publicité des permis - La publicité des permis scientifiques des patentes de capture et de guides de chasses sera faite au journal officiel du territoire ou du groupe de territoires avec indication des noms et qualités des titulaires des permis, de la nature et de la validité de ceux-ci.

Article 16.- Déchéance des permis.-La publication de la déchéance de la privation d'octroi des permis de chasse ou de licences de capture ou de guide de chasse sera faite au Journal Officiel dans les mêmes conditions que ci-dessus.

De plus, quiconque aura obtenu un permis de chasse en trompant la bonne foi de l'autorité administrative, bien qu'il ait été déchu de ses droits et qui sera convaincu de fraude, verra le nouveau permis confisqué et, s'il a chassé sous son couvert, sera considéré comme à nouveau en contravention avec les dispositions du présent décret.

Article 17.- Obligations des titulaires de permis sportifs et scientifiques--Les titulaires d'un permis quelconque autre que le permis sportif de petite chasse sont obligés de tenir un carnet de chasse qui sera présenté, de même que le permis, à toute réquisition des agents de l'autorité et où seront enregistré au jour le jour des animaux protégés qu'ils auront abattus dans les limites autorisées par les arrêtés prévus à l'annexe IV. Mention sera portée du sexe et des caractéristiques de l'animal, notamment pour les pointes d'éléphants, ainsi que du jour et du lieu où il a été tué.

#### - CHAPITRE IV -

##### Droits d'usage

Article 18.- Le droit de chasser individuellement pour sa subsistance est reconnu à chacun dans les limites des aires de nomadisation ou des zones de chasse fixées par la coutume pour chaque groupement ethnique ou ce qui concerne les animaux non protégés, au moyen d'armes de fabrication locale (cargaies, aras, etc..) sauf dans les régions où la détention desdites armes est interdites.

Article 19.- Chasse avec des armes de traite--Seuls les fusils à piston ou à pierre peuvent être considérés comme armes de traite.

Article 20 (nouveau). L'autorisation de port d'armes délivrée à quiconque pour les armes de traite lui donne le droit de chasser les animaux non protégés dans la limite des aires de nomadisation ou les zones de chasse fixées par la coutume, sauf dérogations exceptionnelles et temporaires accordées par le chef du territoire à des bénéficiaires nommément désignés et pour des espèces déterminées (suivant la procédure de....

l'article 26 bis ci-après). Hors les limites desdites aires de nomadisation et zones coutumières de chasse, les détenteurs d'armes de traite doivent se munir de permis de chasse comme pour l'emploi d'autres armes à feu.

Les latitudes d'abattage d'animaux non protégés fixées au dernier alinéa de l'article 7 du décret n° 47-2254 ou aux arrêtés d'application sont applicables aux personnes chassant en vertu du droit d'usage défini à l'article 18. Ces latitudes concernant, dans ce cas, soit le titulaire d'une arme de traite, soit l'ensemble de la famille chassant avec des armes de fabrication locale.

## - CHAPITRE V -

### Protection de la Faune

Article 21.- Sur proposition du chef du service des eaux, forêts et chasses, les gouverneurs généraux et les gouverneurs des territoires autonomes, après avis des assemblées territoriales, fixent dans la limite de latitudes prévues pour chaque espèce à l'annexe IV du présent décret, le nombre des animaux protégés (annexe III) qu'il est permis d'abattre avec chaque permis sportif et dans chaque territoire.

Ils peuvent de la même façon prendre la décision de protéger intégralement ou partiellement n'importe quelle espèce dans une zone définie, pour une période renouvelable ne dépassant pas cinq années.

Ils peuvent ainsi fixer, pour le territoire entier ou pour partie du territoire, pour le chapitre entier ou pour certaines espèces des périodes annuelles de fermeture de la chasse correspondant à l'époque d'accouplement ou de mise-bas des animaux.

Il devra être rendu compte au ministre de la France d'Outre-Mer des mesures limitatives prises dans ce sens.

Article 22.- En vue de la protection de la faune, il peut être fixé, par des arrêtés des gouverneurs généraux ou des chefs de territoire, des réserves de faune à but défini.

Ces réserves pourront être soit des aires dans lesquelles les espèces seront protégées pendant un certain nombre d'années, soit des aires dans lesquelles ne seront autorisées à chasser que les détenteurs de permis notamment définis.

L'arrêté constituant chacune de ces réserves devra spécifier exactement dans quel but elles ont été créées et dans quelles mesures on peut les parcourir ou les utiliser à des fins cynégétiques.

La procédure de classement de ces réserves est fixée par l'annexe I du présent décret.

Article 23.- Protection des femelles et des jeunes. - Les permis de chasse ne visent normalement qu'à la capture d'animaux de chasse que les animaux de chasse saisis. La prise d'animaux de chasse est interdite. Les permis de chasse délivrés aux espèces II et III du présent décret sont intégralement interdits.

Il est interdit d'enlever les jeunes ou les oeufs d'animaux protégés et spécialement les oeufs d'autruches, dans un but commercial.

Article 24.- Chasse des oiseaux. - Les permis sportifs de chasse y compris le permis de petite chasse, ne visent pas d'autres espèces d'oiseaux que celles généralement reconnues comme gibier.

Les arrêtés d'application pour chaque territoire devront, réglementer annuellement la chasse des oiseaux.



Le rachat, le transport, l'échange, la cession, l'achat et la  
vente des biens aliénés ne sont, en son principe, nuisibles sont interdits.

Article 25.- Interdictions- sont interdits :

Le transport, l'approvisionnement et le tir du gibier en véhicule ou en bateaux à moteur ainsi qu'en avion.

La chasse aux phares, à la lanterne et, en général, à l'aide de tous engins éclairants.

Les ~~châtiments~~ moyen de feu.

La chasse à l'aide de drogues, d'aguts empoisonnés, de fusils fixes, d'explosifs, de filets, de pièges et de fosses.

Est interdite la coupe en blanc à toute basse altitude des réserves totales de coupe et des réserves particulières établies pour la protection des espèces animales, à l'exclusion des forêts classées accessoirement constituées en réserves de chasse.

Article 26.- En cas d'abus constatés, tout procédé de chasse compromettant la conservation de la faune ne peut être interdit ou réglementé par le Roi du gouvernement ou par le gouverneur de territoire autonome.

Les autorités du Gouvernement Fédéral ou du gouverneur du territoire déterminent la mesure dans laquelle les chefs des collectivités locales pourront être investis de pouvoirs de police pour la prévention ou la recherche des infractions éventuelles.

Article 26 bis.- Dérégulation pour nécessités alimentaires.-

[illegible]

En cas de nécessité constatée, pour pourvoir à l'alimentation de grou-  
perments menacés, le service de parcs peut procéder à l'acquisition de  
diverses espèces animales et végétales aux dispositions relatives aux  
animaux et végétaux peuvent être prises par arrêté du Gouverneur Général,  
sur proposition concertée des directions générales de l'élevage et des  
forêts. Ces dispositions ne peuvent concerner les animaux de l'annexe II,  
ni les oiseaux classés de la liste dans la catégorie intégralement protégée  
ni le chertal des réserves naturelles de toutes catégories.

Les dérogations prévues au présent article ne dispensent pas des obligations relatives aux permis de port d'armes et aux permis de chasse.

## - CHAPTER VI -

## Protection des personnes et des biens

Article 27. - Chasses et destructions - Au cas où certains animaux protégés ou non constituaient un danger ou causeraient des dommages, les chefs de territoire peuvent en autoriser la poursuite ou la destruction après avis de l'inspecteur des forêts ou de son délégué.

Ces autorisations doivent être temporaires ou exceptionnelles. Les faits de chasse qu'elles rendent possibles seront soumis au contrôle étroit des agents de l'administration et des lieutenants de chasse.

Les décharges recueillies dans ce cas doivent être remises à l'administration.

An cours des dérogations ainsi autorisées et contrôlées, l'administration pourra, conformément aux dispositions de l'article 25, autoriser l'emploi de certaines armes pour la destruction des espèces désignées qui constituent un danger ou causent des dommages. Les autorisations seront données par écrit et renouvellement.

Article 28.- Légitime défense - Aucune infraction ne peut être relevée contre quiconque a fait acte de chasse indûment, mais dans la nécessité immédiate de sa défense, de celle d'autrui ou de celle de son propre cheptel domestique ou de sa propre récolte. Mais la provocation préalable des animaux, y compris la provocation prévue à l'article 14, sont formellement interdites. La preuve du cas de légitime défense doit être fournie dans les plus brefs délais aux agents de l'administration ou aux lieutenants de chasse.

Les dépouilles recueillies dans ce cas doivent être remises à l'administration.

## - CHAPITRE VII -

### Produits de la chasse

Article 29 nouveau.- Profit commercial - L'échange, la cession, l'achat et la vente de toute viande de chasse ou de gibier, quelle qu'en soit l'origine, et sous quelques formes que ce soit, sont prohibés sur les marchés, dans le commerce, ainsi qu'en faveur ou au profit de l'administration civile ou militaire ou des entreprises agricoles ou industrielles.

Toutefois l'échange, la cession, l'achat et la vente de la viande de chasse d'animaux non protégés, ainsi que d'animaux protégés abattus dans les conditions prévues aux articles 26 bis et 27, sont autorisés dans les limites des zones de redistribution ou des zones de chasse fixées par la coutume pour chaque communauté ethnique pour les seuls usages domestiques d'usage de fabrication locale ou d'usage à son de traite et notamment au profit du chasseur de village lorsque son métier est consacré par la coutume.

Article 29 bis.- Des dérogations pourront être apportées à titre précaire et favorable aux communautés concernées par le premier alinéa de l'article 29, pour permettre le ravitaillement en viande de certains centres quand ce ravitaillement ne pourra être assuré par le bétail domestique.

Ces dérogations seront prises en conformité des dispositions de l'article 26 bis et seront accordées par autorisation du gouverneur chef du territoire après avis du service des eaux-forets et chasses et du service de l'élevage.

Article 30.- Dépouilles et trophées - Les titulaires de permis sportifs ou scientifiques peuvent librement disposer des dépouilles ou trophées des animaux régulièrement abattus par eux.

On comprend sous le nom de dépouilles ou trophées les massacres, pointes d'éléphants, cornes de rhinocéros, crânes ou dents de ces animaux et des grands carnassiers, les queues d'éléphants ou de girafe les peaux, sabots ou pieds, cornes de bovidés et les plumes d'oiseaux.

On comprend également sous ce titre tout objet confectionné avec ces dépouilles, à moins qu'elles aient perdu leur identité d'origine par un procédé légitime de fabrication.

Article 31.- Animaux et dépouilles d'animaux non protégés.-L'importation, le trafic et l'exportation des animaux vivants ou de leurs dépouilles, spécialement des pythons et varans, des pargassas et des petites antilopes, seront réglementées par arrêtés des gouverneurs généraux ou des gouverneurs de territoires autonomes de façon à éviter la diminution de ce cheptel par une exploitation abusive.

Article 32.- Aucun animal protégé mort ou vif (annexe II et III au- cun trophée ou dépouille de ces animaux ne peut être détenu ou cédé ni circuler ou être exporté du territoire sans être accompagné d'un certifi- cat d'origine permettant son identification (marque, poids, etc..)

Article 33.- En conséquence, les chasseurs devront solliciter l'es- tampillage et les certificats d'origine de leurs trophées au premier po- te administratif qu'ils rejoindront, ainsi que la régularisation de la ma- -tion de l'abatage sur leur carnet de chasse.

La dépouille d'un animal tué par le détenteur d'un permis étant sa propriété absolue est exonérée du droit de circulation à l'intérieur du territoire.

En ce qui concerne les animaux vivants, trophées ou dépouilles pro- venant d'un territoire étranger, le certificat d'origine sera délivré par un poste administratif ou par le poste de douane frontière française su- production d'un visa de transit des autorités étrangères dont la résidence doit exister sur le certificat d'origine justifiant la légitimité de la possession des animaux ou trophées ou dépouilles.

Article 34.- Dispositions - Il est interdit de s'approprier :

- 1°/- L'ivoire des éléphants ou les cornes de rhinocéros trouvés;
  - 2°/- Les pointes ou les cornes de ces animaux tués sans permis ou en excédent des permis pour se protéger ou pour protéger autrui.
- Ces dépouilles doivent être remises au premier centre administratif atteint.

L'Administration est tenue de verser au déposant une prime correspon- dant au tiers de la valeur marchande de toute dépouille trouvée qui lui sera remise.

L'importation, la détention, le trafic et l'exportation des pointes d'ivoire de moins de cinq kilogrammes sont formellement interdites.

## - CHAPITRE VIII -

### A r m e s

Article 35.- Les armes et les munitions de guerre composant ou ayant composé l'armement réglementaire de forces militaires françaises ou étran- gères, de milice ou de police, ne peuvent être utilisées pour la chasse.

Article 36.- Le détenteur d'une arme rayée recevra de l'administra- tion un titre de propriété définitif. En cas de vente de l'arme ce titre de propriété sera transmis au nouveau propriétaire.

Ce titre portera les caractéristiques de l'arme et la désignation de type auquel elle appartient ainsi que ses numéros de canon et de culasse.

Les entrepreneurs de tourisme cynégétiques dûment patentés et déclara- -tés pourront mettre à la disposition de leur clients, sous leur entière responsabilité, armes de chasse correspondant à des types dont l'utilisa- -tion est autorisée sur le permis de chasse accordé à chaque client.

Article 37 (nouveau) - Avec des armes de calibre 5 ½ 5(22 long rif 6 ½ ou de puissance égale, il n'est permis de chasser que les animaux suivants : rongeurs, démers, petits carnivores, singes non protégés (sauf c. céphales et colobes) et oiseaux (sauf autruches).

(Est ajouté à l'article 37 bis) - L'emploi, pour la chasse, d'armes à répétition automatiques est interdit.

#### - CHAPITRE IX -

#### Poursuites, Pénalités, Jugement.

Article 38.- Constatation des infractions - Les infractions au présent décret et aux arrêtés d'application pris en vue de son exécution se constatent par des procès-verbaux dans toute l'étendue du territoire par les inspecteurs des services des chasses, les officiers de police judiciaire, les lieutenants de chasse et les agents des eaux et forêts. Certains agents d'autres services peuvent également être habilités à cet effet par les gouverneurs généraux ou les gouverneurs de territoires autonomes.

Article 39.- Les inspecteurs des eaux et forêts, les inspecteurs de chasses et les lieutenants de chasse assermentés conduisent devant le président du tribunal compétent tous les délinquants dont ils ne peuvent s'assurer de l'identité.

Ils ont le droit de réquisitionner la force publique pour réprimer les infractions en matière de chasse ainsi que pour la recherche et la saisie des produits de la chasse détournés délictueusement, vendus en fraude ou circulant en contravention des dispositions légales.

Article 40.- Les procès-verbaux des inspecteurs et lieutenants de chasse ne peuvent constater des infractions que les infractions matérielles de chasse commises par les chasseurs et portant sur les armes, les chiens ou les fautes de trait.

Leurs rapports sont valables comme témoignages jusqu'à preuve du contraire.

Ils conduisent tout individu surpris en flagrant délit devant l'inspecteur des chasses ou l'officier de police judiciaire le plus proche, qui dresse le procès-verbal.

Article 41.- Les délits ou contraventions en matière de chasse sont prouvés soit par des procès-verbaux, soit par des témoins, à défaut ou au cas d'insuffisance des procès-verbaux.

Les procès-verbaux dressés par un fonctionnaire assermenté font foi jusqu'à inscription de faux des faits matériels délictueux qu'ils constatent.

Dans le cas où les procès-verbaux sont dressés par des agents assermentés sur le rapport d'un indicateur, ils ne font foi que jusqu'à preuve du contraire.

Les procès-verbaux dressés par des agents assermentés des cadres locaux doivent être affirmés devant l'autorité administrative la plus proche. Cette affirmation a lieu dans les quinze jours qui suivent celui de la clôture du procès-verbal.

Article 42.- Le prévenu qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal est tenu de le faire au moins huit jours avant l'audience indiquée par la citation. Il doit faire en même temps le dépôt des moyens de faux et indiquer les témoins qu'il veut faire entendre.

Le prévenu contre lequel il a été rendu un jugement par défaut est admis à faire sa déclaration d'inscription en faux pendant le délai qui lui est accordé pour se présenter à l'audience sur l'opposition par lui formée.

Article 43.- Les inspecteurs et les lieutenants de chasse ne peuvent exercer leurs fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue de la région administrative où ils sont appelés à servir. Ce serment n'est pas renouvelé en cas de changement de résidence dans le même territoire.

Ce serment est prêté par écrit si ces agents résident en dehors du siège du tribunal ou de la justice de paix.

Certains gardes-chasses auxiliaires spécialement désignés par le gouverneur du territoire, peuvent prêter serment dans les mêmes conditions.

Article 44.- Les inculpés ne peuvent en aucun cas exciper de leur ignorance en matière zoologique pour se justifier d'avoir tué un animal quelconque en contravention du présent décret et de ses arrêtés d'application.

Article 45.- Qualité de résident - Pour l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'application, la qualité de résident ne sera reconnue qu'aux agents de l'administration, militaires affectés de façon permanente, dans les territoires, et aux particuliers titulaires de l'autorisation définitive de séjour prévue par la réglementation sur l'immigration.

Article 46.- Prescription de délit - Quiconque, en tous temps ou en tous lieux d'un territoire, est trouvé en possession d'un animal vivant ou mort inscrit aux annexes II et III du présent décret ou d'une partie de cet animal, est réputé l'avoir capturé ou tué; il est donc considéré comme ayant contrevenu aux dispositions du présent décret, à moins qu'il ne puisse fournir la preuve du contraire par l'obtention d'un permis et d'un carnet de chasse l'autorisant à la capture ou à l'abattage de l'animal susdit, ou de toute autre façon.

Est réputé chasser à l'aide d'engins éclairants quiconque, hors d'une zone d'exploitation minière en profondeur ou d'une propriété d'exploitation minière, ou des limites habitées d'un village ou d'un camp, se livre à la possession d'une arme de chasse et en outre en possession d'une lampe frontale, ou admissible à la place d'une lampe frontale, ou d'une lampe qui a subi une modification pour servir à l'illumination nocturne.

La possession d'une arme de chasse est soumise à l'autorisation préalable délivrée par le chef de territoire du lieu d'habitation ou de séjour, ou par le chef de canton, forêts et chasses. Leur usage est autorisé par le chef de territoire ou le chef de canton, forêts et chasses, ou par le chef de canton, forêts et chasses, ou par le chef de canton, forêts et chasses, ou par le chef de canton, forêts et chasses.

Les armes de chasse à feu sont soumises à la détermination de ladite autorité compétente, et leur usage est soumis à la possession nécessitant l'obtention d'une licence de chasse, ou d'une licence à la tête ne comportant ni arme de chasse ni munitions.